

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 27 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Entrepôts Frigorifiques de Bressuire**

Parc d'Activités de Saint Porchaire  
84 boulevard de Thouars  
79300 Bressuire

Références : 0007207888/2026/87

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement Entrepôts Frigorifiques de Bressuire implanté Parc d'Activités de Saint Porchaire 84 boulevard de Thouars 79300 Bressuire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société Entrepôts frigorifiques de Bressuire (EFB) a été rachetée début 2024 par la société Sofrilog, spécialiste de la logistique et du transport grand froid.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Entrepôts Frigorifiques de Bressuire
- Parc d'Activités de Saint Porchaire 84 boulevard de Thouars 79300 Bressuire
- Code AIOT : 0007207888
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Sofrilog exploite sur la commune de Bressuire des installations de stockage en chambres froides.

L'installation a fait l'objet d'une déclaration au titre des rubriques 1511 (entrepôts exclusivement frigorifiques) et 1185 (fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés) de la réglementation des installations classées (ICPE).

L'installation est constituée de deux chambres à froid négatif, deux tunnels de congélation, une salle des machines et un local de charge.

### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contenu dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Point 1.4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Point 2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 7 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
7	Cuvette de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 8 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 20/01/2026, article L512-8	Sans objet
2	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 20/01/2026, article R512-68	Sans objet
4	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Point 1.1.2 de l'annexe I	Sans objet
8	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux tours aéroréfrigérantes du site ont été démantelées en 2014, l'exploitant avait informé par courrier du 21/10/2014 l'inspection des installations classées et les services de la préfecture.

L'exploitant dispose des rapports de vérification périodique au titre des rubriques 1511 et 1185 de moins de cinq ans et procède au suivi des non-conformités.

L'exploitant doit compléter les informations requises dans son état des stocks et sur ses plans

(notamment celui des réseaux d'eau). Il doit équiper la rétention de la cuve de fioul d'un système d'obturation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/01/2026, article L512-8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités soumises à déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, plusieurs installations relevant de la nomenclature des installations classées sont exploitées sur le site implanté 84 boulevard de Thouars à Bressuire, dont : <ul style="list-style-type: none"><li>- deux chambres de stockage à froid négatif (à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1511). L'exploitant précise que le volume de l'entrepôt frigorifique est de 20 000 m<sup>3</sup> et que le volume stocké ne peut donc pas dépasser le seuil de classement de l'enregistrement fixé à 50 000 m<sup>3</sup>,</li><li>- emploi de 470 kg de gaz à effet de serre fluorés (à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1185),</li><li>- un local de charge dont la puissance maximale est de 27 kW d'après l'exploitant (non classé au titre de la rubrique 2925),</li><li>- une cuve aérienne de fioul d'une capacité de 40 000 L (non classée au titre de la rubrique 4734) servant à alimenter le groupe électrogène. L'exploitant précise qu'il projette de démanteler cette installation. Dans ce cas, il doit veiller à éliminer les déchets suivant les filières adaptées et à conserver les justificatifs associés.</li></ul> Les installations relevant des rubriques 1511 et 1185 ont fait l'objet d'un dossier de déclaration en date du 11/12/2014.  Les installations de compression pour la réfrigération relevaient initialement de la rubrique 2920 de la nomenclature des ICPE. Cette dernière a été supprimée par décret n° 2018-900 du 22/10/2018. Elles sont à présent suivies dans le cadre de la réglementation des équipements sous pression (ESP).  Les deux tours aéroréfrigérantes (TAR) qui relevaient de la rubrique 2921 ont été démontées en 2014 et remplacées par des condenseurs à air. L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées un courrier daté du 21/10/2014 pour l'informer de cette modification. L'exploitant indique avoir informé les services de la préfecture de la cessation d'activité des TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/01/2026, article R512-68
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions de l'article <u>R. 181-47</u> , et sauf dans le cas prévu à <u>l'article R. 516-1</u> , lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. [...]
<b>Constats :</b>  La déclaration relative aux rubriques 1511 et 1185 datant du 11/12/2014 a été faite par l'ancien propriétaire (Groupe Antoine) au nom de la raison sociale Entrepôts Frigorifiques de Bressuire (EFB, n° SIRET 377 891 908 000 16). La société Sofrilog, dont le siège social est implanté à Caen, a racheté la société Entrepôts Frigorifiques de Bressuire début 2024. Depuis, l'exploitation du site implanté au 84 boulevard de Thouars à Bressuire s'est poursuivie sous le nom de la société EFB, dont le siège social a été domicilié 58 avenue Pierre Berthelot à Caen et dont le dirigeant est la société Sofrilog Ouest.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Contenu dossier ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Point 1.4 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : [...] - les plans tenus à jour ; [...] - les autres documents prévus au titre des points suivants du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection : - un plan détaillant les zones à risque du site, - le plan d'intervention à destination des services de secours, affiché dans un bureau, - un plan des réseaux d'eaux usées et eaux pluviales daté de 2002. L'exploitant indique que ce plan est toujours à jour (pas de travaux réalisés depuis).  Lors de la visite, l'inspection constate la présence : - d'un exutoire permettant la vidange de la cuvette de rétention de la citerne de fioul. L'exploitant ne sait pas s'il rejoint le réseau d'eau d'assainissement, celui des eaux pluviales ou bien s'il y a infiltration sur la parcelle, - d'un puits. L'exploitant indique qu'il a été exploité (présence d'une pompe) mais qu'il n'est plus

<p>utilisé,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un bac dégraisseur. L'exploitant n'a pas connaissance de la présence de séparateurs d'hydrocarbures sur le site.</li> </ul> <p>L'exploitant a également présenté son état des stocks du jour et les rapports de contrôles périodiques (cf points de contrôle n° 4 et 5).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant vérifie et identifie l'ensemble des exutoires des différents réseaux d'eaux de son site, ainsi que les équipements de traitement associés (bacs dégraisseurs, séparateurs d'hydrocarbures, ...).</p> <p>L'exploitant s'assure que la mise à l'arrêt du puits est conforme aux prescriptions réglementaires (se renseigner auprès du service Eau et Environnement de la DDT 79) et que toutes dispositions sont prises pour éviter tout risque de pollution de l'eau.</p> <p>Il complète ses plans en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le positionnement des poteaux incendie les plus proches,</li> <li>- tous les exutoires et équipements de traitement (eaux usées, eaux pluviales et eaux résiduelles).</li> </ul> <p>L'exploitant affiche le plan d'intervention également à l'extérieur des bâtiments.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Contrôle périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Point 1.1.2 de l'annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du rapport de vérification périodique au titre de la rubrique 1511 en date du 02/03/2022 réalisé par la société AR2E,</li> <li>- du rapport de vérification périodique au titre de la rubrique 1185 en date du 23/03/2022 réalisé par la société AR2E.</li> </ul> <p>Ces deux rapports mentionnent des non-conformités majeures (NCM) et autres non-conformités (ANC), relatives notamment au dimensionnement du système de détection incendie et au suivi des déchets sortants. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit se conformer à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement.</p>

L'exploitant dispose également du rapport de vérification complémentaire au titre de la rubrique 1511 en date du 15/05/2023 réalisé par la société Tecna qui indique deux NCM soldées.  
L'exploitant dispose d'un tableau pour le suivi des non-conformités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Point 2 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique la nature et la localisation des produits stockés. [...]

**Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant édite l'état des stocks du jour à partir de son logiciel ERP (Tesfri). L'état des stocks indique notamment les quantités stockées (en kg, nombre de palettes et nombres de colis) par client. Le logiciel ERP permet également de connaître la localisation des produits via un plan des palettiers. Le jour de la visite, d'après l'état des stocks, 3 848 palettes sont stockées au total, ce qui représente une occupation d'un peu moins de la moitié des emplacements prévus (taux d'occupation de 46 %).

L'état des stocks ne mentionne pas la nature des produits stockés, ni les produits ou matières utilisés par l'exploitant tels qu'emballages plastiques, palettes bois, ni les déchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son état des stocks avec la nature de tous les produits et matières présents sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 7 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt (hors chambres froides à température négative), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les extincteurs destinés à protéger les chambres froides à température négative sont installés à l'extérieur de celles-ci, sur les quais, près des accès. La dotation requise pour les quais n'est alors pas cumulée avec celle des chambres froides à température négative ; - de robinets d'incendie armés, hors chambres froides à température négative, situés au plus près des issues. [...] - d'appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie par exemple) équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150) conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure. [...]
<b>Constats :</b>  L'établissement est doté d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site, mais pas de robinets d'incendie armés (RIA) qui ne sont pas obligatoires. L'exploitant n'a pas de liste exhaustive de ses équipements, mais dispose d'un plan sur lequel sont positionnés les extincteurs. La dernière vérification des extincteurs a été effectuée le 13/02/2025 par la société Eurofeu Sécurité. L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le compte-rendu de vérification périodique Q4 daté du 06/03/2025 qui indique que l'installation est conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.  L'inspection des installations classées a procédé à la vérification par sondage des équipements suivants : - extincteurs n° 1 et 2 dans le local du groupe électrogène, - extincteur n° 21 dans la zone manutention (quai de chargement), - extincteur n° 25 à proximité de la cuve de fioul. Dans la zone de quai de chargement, un extincteur est non accessible du fait de la présence de palettes et d'un engin de manutention.  Quatre poteaux incendie publics sont situés à proximité du site, dont deux situés rue Lavoisier et deux situés boulevard de Thouars. Ils ont été contrôlés en mars 2024. L'exploitant dispose des rapports d'essai incendie établis par le Syndicat du Val de Loire qui précise l'état des équipements et les débits horaires disponibles.  Le site n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant complète son plan d'intervention en indiquant l'emplacement des poteaux incendie et leurs distances par rapport au site. Il dispose de la liste exhaustive de ses équipements et des comptes-rendus de vérification détaillés pour s'assurer que la vérification a porté sur la totalité des équipements du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Cuvette de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 8 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuvette de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention [...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé. [...]</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le jour de la visite, l'exutoire permettant la vidange de la cuvette de rétention de la citerne de fioul ne dispose pas d'un dispositif d'obturation.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'exploitant équipe la cuvette de rétention d'un dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : TAR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées par courrier du 21/10/2014 que les deux tours aéroréfrigérantes (TAR) du site ont été démantelées. (Cf point de contrôle n° 1).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tout justificatif relatif au démantèlement des deux TAR (factures, bordereaux de déchets,...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite